

RÊVER L'HÔPITAL POUR DONNER DU SOUFFLE AUX LUTTES !

L'hôpital va mal, très mal, comme en témoignent toutes les luttes qui se développent. Il est victime des politiques austéritaires et des attaques incessantes contre les services publics, mais il est aussi un lieu d'évolution très rapide des connaissances et des techniques et des besoins des populations à satisfaire, pouvant ouvrir des opportunités nouvelles.

Faire face à l'urgence sanitaire, à la souffrance au travail des soignants, suppose à la fois de s'opposer aux politiques ultralibérales et de faciliter ce que ces évolutions peuvent apporter de progrès, nécessite de penser à la fois l'urgence et l'hôpital d'après-demain

C'est tout le sens d'un plan d'urgence pour l'hôpital et de la journée de travail organisée par la commission nationale Santé/protection sociale, le 21 avril, pour réfléchir aux évolutions en cours : les composantes en sont multiples :

- la composante démographique avec un allongement de la durée de la vie, conséquence des progrès de tout type ;
- la composante épidémiologique, avec la disparition de certaines maladies, la chronicisation d'autres, dont on mourrait prématurément autrefois :
 - la composante science et techniques transformant moyens diagnostics et thérapeutiques, exigeant des investissements nouveaux, matériels, mais aussi humains, imposant de tirer vers le haut l'ensemble des professions hospitalières :
 - la composante numérique avec toutes ses potentialités et ses dangers ;

- la composante « nouveau rôle social de l'hôpital » : l'hôpital refermé sur lui-même, en vase clos, coupé de la médecine ambulatoire est obsolète ;
- la composante, « droit des salariés et de leurs représentants » à intervenir dans la gestion de l'hôpital.
- la composante « exigence des malades », facteur de démocratie.

Nous ne laisserons pas le capitalisme gâcher les opportunités qu'offre le monde nouveau qui s'ouvre devant nous.

Le PCF a pris à bras le corps la question de l'hôpital. Le plan d'urgence veut donner une bouffée d'oxygène tout de suite, mais s'appuie sur les réformes structurelles nécessaires. Les parlementaires communistes ont

engagé un tour de France des hôpitaux pour soutenir les luttes et favoriser l'expression des besoins nouveaux : l'hôpital de demain ne se fera pas sans un pouvoir accru des personnels hospitaliers et des usagers.

Cela suppose une autre utilisation de l'argent ! Comme les personnels hospitaliers, les salarié.e.s des

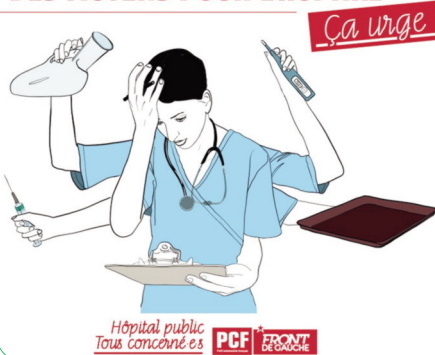
EHPAD, de l'aide à domicile, n'en peuvent plus de maltraiter les personnes dont ils/elles ont à s'occuper.

La perte d'autonomie nécessite, comme l'hôpital, des moyens nouveaux. La solution gouvernementale d'une deuxième journée de solidarité relève du scandale. Le remède ne passe pas non plus par une cinquième branche de la sécurité sociale, cheval de Troie d'une privatisation, mais bien par la prise en charge à 100% par la branche maladie et le développement des services publics.

Une cotisation du XXI^e siècle avec une cotisation sociale additionnelle, assise sur les revenus financiers des entreprises et une modulation des cotisations patronales, en donnerait les moyens.

Maryse Montangon

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL



la
prochaine
commission
nationale

Santé
Protection
sociale

aura lieu le

samedi 16 juin
de 9h30 à 16h

au CN du PCF, sur le thème
Ehpad et perte d'autonomie

PLAN D'URGENCE POUR LES HÔPITAUX

100 000 EMPLOIS !

L Il faut stopper le désastre en cours et exiger, sans attendre, un plan d'urgence pour l'Hôpital. Le PCF propose des mesures pouvant être mises en œuvre tout de suite : 100 000 embauches, la titularisation des contractuels.e.s, l'augmentation de tous les quotas de formation, un vrai pouvoir aux instances de représentation du personnel, associé à un moratoire sur toutes les fermetures, réorganisation ...

Cela suppose un desserrement de la contrainte financière avec un gel sur les dettes des hôpitaux, un collectif budgétaire sur la loi de finance de la sécurité sociale 2018, le remboursement aux hôpitaux de la taxe sur les salaires et de la TVA et un plan d'investissements.

Ce plan doit être poursuivi par des mesures dans les PLF et PLFSS 2018 : en particulier il faut aller vers la suppression des enveloppes fermées, avec dès 2019 un ONDAM d'au moins 4,5%.

Et, dès maintenant, le PCF donne à voir les réformes structurelles nécessaires : la mise en débat d'une grande loi de santé publique, un plan de développement des formations, une sécurité sociale du XXI^e siècle, un pôle public du médicament et la mobilisation de la formidable puissance de création monétaire de la BCE pour les investissements.

Le texte complet de ce plan d'urgence se trouve sur les pages internet de la commission.

**BUREAU
DE PRESSE
DU PCF**

communiqués

PLAN HÔPITAL le pire est à craindre

Devant la colère qui monte dans les hôpitaux et les EHPAD, le ras-le-bol grandissant que nos parlementaires recueillent dans leur *Tour de France*, démarré ce 12 février, Édouard Philippe a dû annoncer le lancement prochain d'une nouvelle réforme « globale, cohérente, méthodique » de l'ensemble du système de santé.

On verra ce que l'on verra. Mais, cette fois-ci, ce sera, paraît-il, la bonne, « le temps des rafistolages est révolu. Il faut mettre de l'ordre » pour l'équipe Macron.

Quand on connaît le goût de ce gouvernement pour l'austérité, la pensée de Mme Buzyn sur les 30% de soins hospitaliers qui ne seraient pas pertinents, les 4 milliards d'euros en moins en 2018 sur le budget de la santé, dont au moins 1,6 pour l'Hôpital... le pire est à craindre quand on nous parle d'un vaste plan de « transformation de l'offre de soins et qu'il ne s'agit pas de dépenser plus mais mieux ». Un plan qui risque d'être aussi funeste que celui de la réforme de l'action publique, « CAP 2022 » annoncée en septembre dernier.

L'enveloppe annoncée de « 100 millions d'euros par an en plus de l'ONDAM, l'objectif national des dépenses de l'assurance maladie » va grossir les entreprises du numérique. C'est une insulte aux personnels de santé maltraités par un manque criant de personnels et de moyens. La réforme du financement

à l'activité (T2A) est un leurre, l'arbre cachant la forêt : une offre de soins publique peau de chagrin ! Plus grave encore, le tout ambulatoire est réaffirmé alors que chacun voit bien s'étendre, en zone rurale comme urbaine, la désertification médicale. La seule remise en cause du *numerus clausus* ne saurait suffire à répondre aux maux créés, car il faut plus de dix ans pour former un généraliste et quinze pour un spécialiste. Et que dire de l'état de nos universités sélectives et sans moyens suffisants pour accueillir plus d'étudiants médicaux ou paramédicaux.

Lors de leur États généraux du progrès social, le 3 février dernier, les communistes ont invité largement à faire état des 1700 luttes, selon la CGT, qui poussent le Premier ministre à sortir du bois. Ils ont décidé de tout faire pour aider à cette convergence des luttes, mais aussi à donner les bonnes réponses à la crise que rencontrent personnels et malades. Il y a urgence à changer de logiciel, à reprendre l'argent qui depuis des décennies passe de la Sécu dans les poches du patronat, à la financiarisation de la santé et de la protection sociale.

Il est possible et urgent de restaurer des budgets de fonctionnement des hôpitaux publics, d'effacer la dette inique, de mettre en place un vaste plan d'embauche d'emplois stables et formés, d'engager de véritables négociations avec les formations syndicales sur l'organisation et les conditions de travail.

ARIÈGE LES SERVICES PUBLICS SONT NOTRE BIEN LE PLUS PRÉCIEUX

Foix, préfecture de l'Ariège, dix mille habitants, n'a quasiment pas d'industrie sur son territoire. Les administrations et les établissements de services publics y sont les plus gros employeurs. Dans le cadre de la préparation du congrès du PCF et comme contribution aux *États généraux du progrès social*, les communistes de Foix se sont intéressés au point le plus sensible : le Centre hospitalier intercommunal (CHIVA). La section s'est fixée le 30 janvier, date de la journée d'action dans les Ehpad, pour démarrer une action d'information que nous voulions clôturer par une réunion publique.

Jean-Luc Gibelin, longtemps responsable au CN des questions de Santé, nous a immédiatement donné son accord pour y participer. En s'y associant, la Fédération de l'Ariège nous a permis de toucher toutes les sections du département.

Le Tarpé, journal de section de Foix, a publié pour l'occasion deux numéros spéciaux diffusés à plusieurs milliers d'exemplaires sur le problème des politiques de Santé et sur les services publics. L'objectif était d'informer sur la tenue de la réunion fixée au 12 février, et pour ceux qui n'y participeraient pas, de faire un état des lieux complet de la situation des structures de soin en Ariège, tout en rappelant les propositions du Parti communiste. Une invitation à participer à la réunion a été envoyée aux institutions, aux syndicats et aux amis.

Une cinquantaine de personnes est venue dans l'amphithéâtre de l'Institut de formation en soin infirmiers de



Pamiers, où se déroulait la réunion. Pendant plus de deux heures on y a débattu. Jean-Luc Gibelin a pu présenter les enjeux sociaux et politiques, puis répondre aux questions émanant de la salle. Pêle-mêle, il a été question du *numerus clausus*, des centres de santé, des déserts médicaux, de la télémédecine, des financements, du TISA (traité de libre échange au niveau des services), de la CSG, des conditions de travail et de l'invasion du numérique dans les établissements de soins...

Réunion riche et dense. Il nous importe maintenant de continuer à rassembler nos partenaires et amis autour de la défense des Services publics.

La totalité des débats a été filmée et est disponible sur demande (pcf.foix@laposte.net).

parole d'élue

plans régionaux de santé



par Céline Brulin
conseillère régionale
de Normandie

Les *Plans régionaux de Santé* sont actuellement soumis aux collectivités territoriales, pour avis. Ils sont importants puisqu'ils sont censés définir les priorités et les moyens mis en œuvre par les *Agences régionales de Santé* pour les 5 ans à venir.

C'est pourquoi notre groupe des élus communistes et du Front de Gauche de Normandie a demandé, et obtenu de la majorité régionale, que la directrice générale de l'*Agence régionale de Santé* présente sa politique devant les conseillers régionaux. L'occasion pour notre groupe de relayer la colère des EHPAD et plus largement de l'ensemble du secteur hospitalier, rencontré notamment par nos parlementaires dans le cadre du Tour de France des hôpitaux.

De nombreux établissements normands ont besoin de recruter des personnels. En ce sens notre groupe, qui a combattu la

réduction du quotas d'infirmiers à former, décidé l'an dernier par l'ARS, porte la proposition d'une augmentation du nombre de places de formations sanitaires et sociales de 50%, au cours du mandat.

De la même façon, les décisions arrêtées par les ARS, déterminant les soutiens publics à l'installation de médecins doivent être revues en s'appuyant sur les projets construits dans les bassins de vie et en cessant d'organiser la concurrence entre eux.

Face à la situation alarmante dans certains de nos territoires, le groupe des élus communistes et Front de Gauche de Normandie réclame un plan de rattrapage pour la Normandie, en matière de santé.

Nous proposons de constituer une délégation pluraliste d'élus normands, de personnels hospitaliers, de directeurs d'établissement afin d'aller le revendiquer, ensemble, auprès de la ministre.

LA FIÈVRE MONTE

UN RÉEL ENJEU DE CIVILISATION

Après le 30 janvier, l'ensemble des organisations syndicales des services à domicile et établissements pour personnes âgées (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, SUD, UFAS et UNSA, FSU et FA-FP) soutenues par l'AD-PA, les organisations de retraités et de familles, étaient de nouveau dans l'action le 15 mars.

Leur but : « Il est temps que l'État entende la nécessité de :

- mettre en place un financement pérenne et solidaire de l'aide à l'autonomie
- pérenniser le financement de l'aide à domicile, abroger les dispositions législatives baissant les dotations des établissements et maintenir de tous les effectifs
- augmenter le temps passé auprès des personnes âgées à domicile et appliquer le ratio d'un personnel pour une personne accompagnée en établissement (prévu par le Plan Solidarité grand âge de 2006)
- revaloriser les salaires, améliorer les carrières et les conditions de travail des personnels à domicile et en établissement dans le cadre du statut et des Conventions collectives nationales.

Au-delà des mesures d'urgences nécessaires, un débat politique large débouchant sur la création d'une prestation autonomie doit être initié afin que notre société réponde enfin dignement au respect dû à la question du vieillissement de la population et aux professionnels qui les accompagnent. Il s'agit ainsi d'engager une large réflexion sur le regard que porte notre société sur

dans les EHPAD

DES MOYENS POUR L'EHPAD



Ehpad - Tous concernés PCF FRONT DE GAUCHE

le vieillissement, les personnes âgées et les salariés à leur service ».

Pour les communistes, il est temps d'engager un nouveau progrès social pour la France assurant la dignité et le respect des personnes âgées et des salariés à leur service.

Il faut créer des emplois statutaires sur la base d'un salarié-e par personne âgée, un grand service public de santé de proximité, des pôles publics départementaux de l'autonomie structurés au plan national pour garantir l'égalité territoriale. Cela peut et doit être financé à 100% par la sécurité sociale.

L'état d'avancement d'une société se mesure aussi par la façon dont elle considère et prend en charge ses anciens. C'est un réel enjeu de civilisation.

les cocos dans les collectifs locaux

SEDAN rassembler, rassembler ...et l'ARS tremble !

Deux réunions organisées par l'ARS Grand Est en comité ultra restreint (les présidents des conseils de surveillance et des médecins triés sur le volet) sur son plan d'économie dans les hôpitaux ardennais, avec des fermetures de services à Sedan et deux rassemblements ! Le mouvement de protestation a pris de l'ampleur. Initié par le Comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes, il est maintenant le fait des personnels et de leur intersyndicale, de médecins, d'élus du Sedanais, de la population.

L'ARS a reporté ses décisions de quelques mois et entr'ouvre la porte à une discussion avec les syndicats, même si c'est encore sous la forme d'un chantage odieux, en demandant le secret total!

Les communistes sont comme un poisson dans l'eau dans ce mouvement : en replaçant les difficultés dans le cadre national de la mise en place des Groupements hospitaliers de territoires et d'une sécurité sociale malade de son manque de recettes, cela évite d'opposer les hôpitaux du groupement, Sedan, Charleville-Mézières, Nouzonville, Fumay et l'hôpital psychiatrique des



Ardennes, également victime de coupes budgétaires, et permet de développer la mobilisation des salariés et usagers de tous les hôpitaux du GHT. C'est l'occasion d'expliquer aussi : la T2A n'est pas bonne, mais si le budget global de l'hospitalisation n'est pas augmenté, cela n'ira pas mieux et A. Buzyn est capable de mettre en place un système plus pernicieux encore !